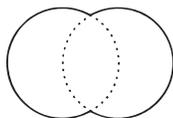


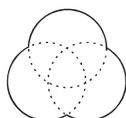
Généralités



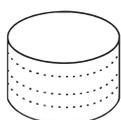
Transparence:

39 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)

Participation du
Public:

9 /100

Contrôle
Budgétaire:

31 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 9ème édition de l'EBO couvre 125 pays.

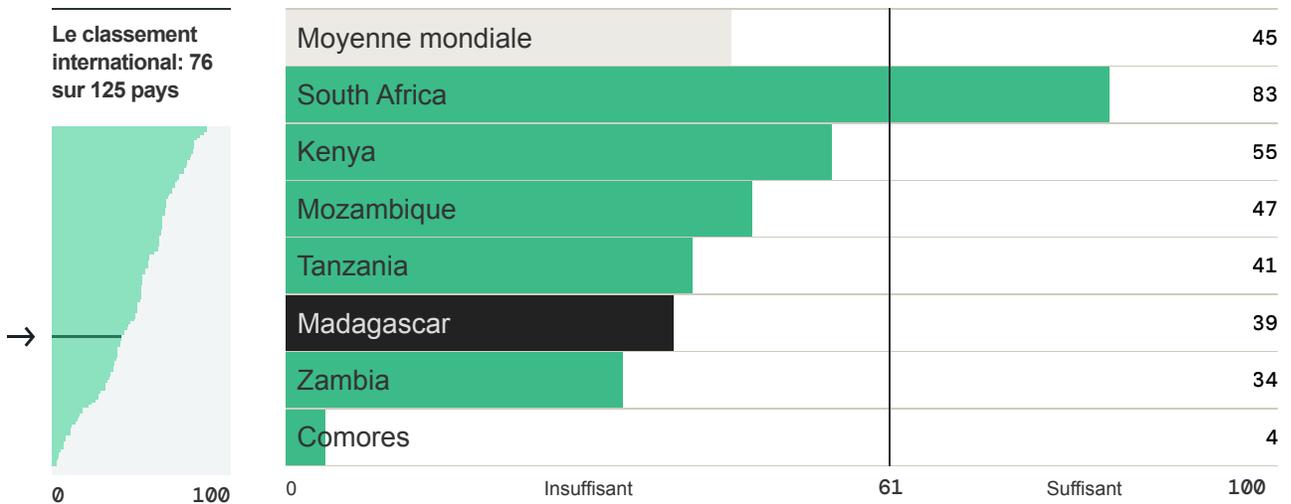
Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2023, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Transparence

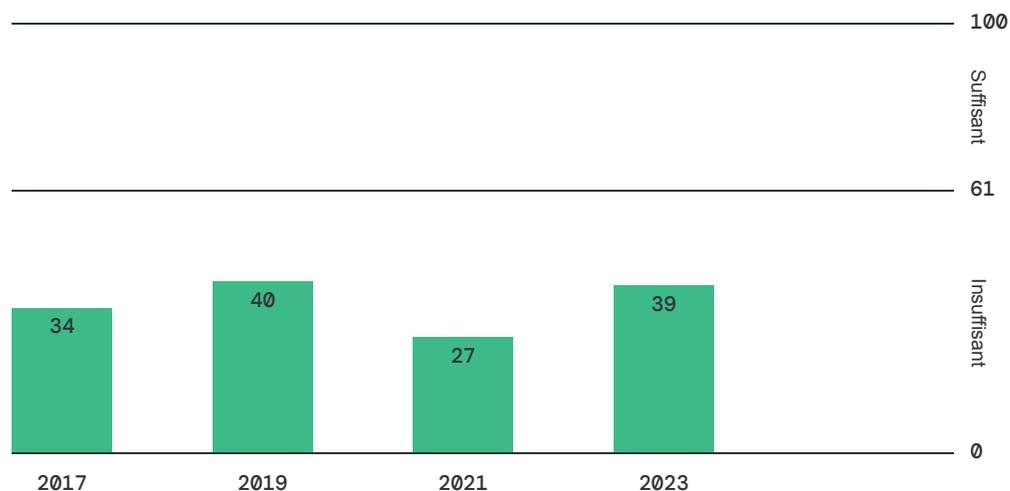
Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

Madagascar a un score de transparence de **39** (sur 100).

Madagascar: La transparence par rapport aux autres



Madagascar: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Madagascar: Disponibilité publique des documents budgétaires

LÉGENDE

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

| Document | 2017 | 2019 | 2021 | 2023 |
|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Rapport préalable au budget | ● | ● | ● | ● |
| Projet de budget de l'exécutif | ● | ● | ● | ● |
| Budget approuvé | ● | ● | ● | ● |
| Budget des citoyens | ● | ● | ● | ● |
| Rapport en cours d'année | ● | ● | ⊘ | ● |
| Revue de milieu d'année | ⊘ | ⊘ | ● | ● |
| Rapport de fin d'année | ⊘ | ● | ⊘ | ⊘ |
| Rapport d'audit | ● | ● | ⊘ | ⊘ |

Madagascar: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

| KEY | |
|---------------------------------------|--------------|
| ● | 61-100 / 100 |
| ● | 41-60 / 100 |
| ● | 1-40 / 100 |

| Principaux documents budgétaires | Objectif et contenu des documents | Exercice budgétaire évalué | Note pour le contenu des documents |
|----------------------------------|---|----------------------------|------------------------------------|
| Rapport préalable au budget | Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement. | 2023 | |
| Projet de budget de l'exécutif | Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays. | 2023 | 51 |
| Budget approuvé | Le budget qui a été approuvé par le corps législatif. | 2022 | 78 |
| Budget des citoyens | Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public. | 2022 | 58 |
| Rapports en cours d'année | Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement. | 2021-22 | 67 |
| Revue de milieu d'année | Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires. | 2022 | 22 |
| Rapport de fin d'année | Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget. | 2021 | Non produit |
| Rapport d'audit | Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement. | 2020 | Non produit |

Le score de transparence de Madagascar de 39 dans l'EBO 2023 est considérablement plus élevé par rapport à son score de 2021.

Qu'est-ce qui a changé en 2023 ?

Madagascar a accru la disponibilité des informations budgétaires en raison des changements suivants :

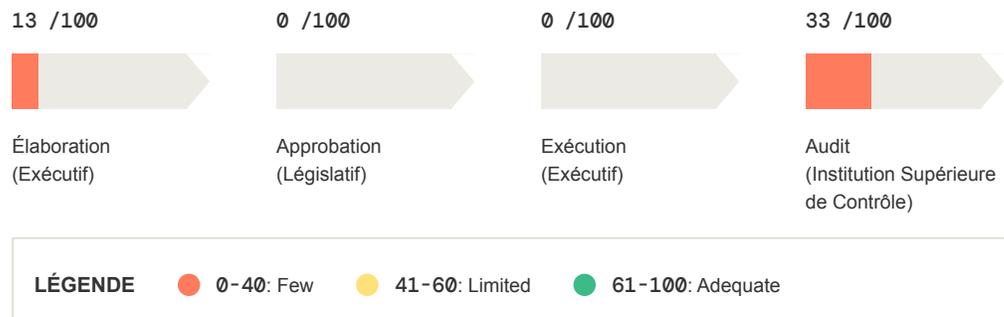
- Publication en ligne des Rapports en cours d'année.
- Publication de la Revue de milieu d'année en ligne en temps utile.

Recommandations

Madagascar devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport préalable au budget dans les délais.
- Produire et publier le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne en temps utile.
- Inclure dans le Projet de budget de l'exécutif des données sur la dette et sur la situation financière du gouvernement. Des informations sur les arriérés de dépenses et les dépenses fiscales doivent également être présentées.
- Améliorer l'exhaustivité du Budget des citoyens en mettant en place des mécanismes permettant d'identifier les besoins du public en matière d'informations budgétaires et en publiant des versions citoyennes des documents pendant les phases de formulation, d'exécution et/ou d'audit du cycle budgétaire. L'exhaustivité de la Revue de milieu d'année peut être améliorée en incluant une présentation actualisée des estimations de dépenses par classification économique et fonctionnelle ainsi que par programme individuel et en présentant des estimations de recettes actualisées par catégorie et par source individuelle.

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Le Ministère de l'Économie et des Finances de Madagascar a mis en place délibérations prébudgétaires pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire.
- Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

Le Parlement de Madagascar devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le projet de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Cour des Comptes de Madagascar a mis en place des mécanismes pour contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires. Elle devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire :

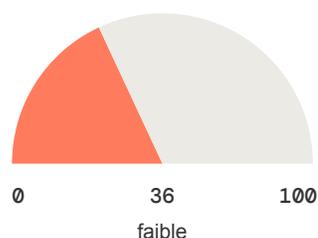
- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit.

Contrôle budgétaire

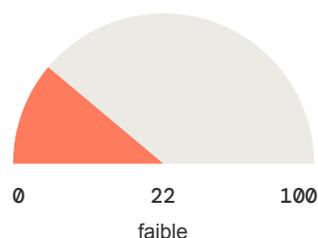
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques de Madagascar exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **31** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

Recommandations

Le Parlement de Madagascar assure un contrôle limité pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Le pouvoir législatif doit débattre de la politique budgétaire avant que le Projet de budget de l'exécutif ne soit déposée et approuver les recommandations pour le prochain budget.
- Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.

- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par le Cour des Comptes de Madagascar, les actions suivantes sont recommandées :

- Exiger l'approbation du Législatif ou du Judiciaire pour nommer et révoquer le/la Président(e) de la Cour.
- Veiller à ce que la Cour des Comptes dispose d'un financement adéquat pour exercer ses fonctions, tel que déterminé par un organe indépendant (en l'occurrence, le Législatif ou le Judiciaire).
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Madagascar ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2022 ont été évalués dans l'EBO 2023.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Harijaona ANDRIAMORANIAINA, Directeur Exécutif

MSIS-Tatao

Multi-Sector Information Service - Tohana sy Ainga ho an'ny TAmbazotran'ny

Olompirenena, www.msis-tatao.org Lot VB6, Rue Rahamefy,

Ambatonakanga, Antananarivo 101, Madagascar

msismdg@gmail.com; nharijaona@gmail.com; +261 34 44 019 16

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et à Madagascar par un représentant du Ministère de l'Économie et des Finances.